Marchés et spéculation à Paris pendant la disette de 1692-1694. Une approche par les prix

Markets and Speculation in Paris During the Famine of 1692-1694. A Price-Based Approach

Nicolas Buat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/3988>

DOI : 10.4000/histoiremesure.3988

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 55-93

ISBN : 978-2-7132-2290-0

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Nicolas Buat, « Marchés et spéculation à Paris pendant la disette de 1692-1694. Une approche par les prix », *Histoire & mesure* [En ligne], XXV-2 | 2010, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 28 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3988> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.3988>

Nicolas BUAT*

Marchés et spéculation à Paris pendant la disette de 1692-1694. Une approche par les prix

Résumé. La volatilité du prix du blé atteint aujourd'hui un niveau comparable à celui des grandes disettes de l'Ancien Régime, telle que qu'on peut l'étudier à travers la mercuriale de Paris pendant la crise de 1692-1694. Cependant, en dépit d'énormes différences dans le contexte économique et d'organisation des marchés, la permanence des comportements spéculatifs détectables à travers les structures de prix peut servir de point de départ à une réflexion sur l'utilisation de la mercuriale comme source documentaire, au-delà des restrictions imposées par la science économique. La mercuriale de Paris se présente comme un récit ordonné de la crise, permettant d'interroger sous un nouveau jour les informations plus fragmentaires et plus subjectives émanant des autorités de tutelle des marchés. Elle révèle certaines situations critiques où la formation d'un prix de marché se trouve contrariée ou empêchée. On peut y voir aussi l'échec d'une police des blés plus soucieuse d'ordre public que de régulation économique, incapable d'enrayer les comportements spéculatifs et s'épuisant dans la recherche du bouc-émissaire.

Abstract. Markets and Speculation in Paris During the Famine of 1692-1694. A Price-Based Approach

Today, the volatility of wheat prices has reached a level comparable to that of the great famines of the *Ancien Régime*, so far as it can be studied using the market price list for Paris during the 1692-1694 crisis. However, despite enormous differences in economic context and market organisation, the continued presence of speculative behaviour detectable through price structures can serve as a starting point for reflection on the use of the market price list as a bibliographic source, beyond restrictions imposed by economic science. The Paris *Mercuriale* presents an orderly narrative of the crisis, enabling the more fragmentary and subjective information issuing from market regulators to be examined in a new light. It reveals certain critical situations in which the formation of a market price is hampered or prevented. Also apparent is the failure of the grain policy, which was more concerned with public order than with economic regulation and unable to stem speculative behaviour, exhausting itself in its search for a scapegoat.

* Service interministériel des archives de France, 56 rue des Francs-Bourgeois, 75 141 – Paris Cedex 03. E-mail : nicolas.buat@culture.gouv.fr

1. Une approche par les prix

Entre juillet 1692 et octobre 1694, les prix du blé à Paris ont triplé avant de revenir à leur point de départ. Cette volatilité n'est pas propre à l'économie d'Ancien Régime, puisque le contrat *Wheat future* coté à Chicago est passé par les mêmes extrêmes entre juillet 2006 et octobre 2008. Quel contraste cependant entre une famine exceptionnelle et l'augmentation à peine perceptible du prix de la baguette ! Entre temps, l'accumulation du capital et les progrès de l'agriculture ont fortement réduit la vulnérabilité des sociétés occidentales aux fluctuations du prix des denrées. La baisse de la valeur du blé est même devenue à partir des années 1840 un des principaux indicateurs du progrès économique¹.

Figure 1. Évolution comparée du prix du blé

Sources. CBOT (Chicago Board of Trade) ; la mercuriale de Paris (A.N. KK1001, d'après l'édition de J. MEUVRET, 1960).

1. Les observations de W. Abel à l'échelle de l'Europe convergent vers 1840 comme point de départ d'une augmentation des salaires réels en termes de blé. La baisse de la valeur du blé doit être ici entendue au sens de l'économie politique : la valeur étant proportionnelle à un coût de production en travail, bien-être et richesse vont de pair avec la baisse de la valeur.

La spéculation récente a affecté toutes les denrées, considérées comme autant de classes d'actifs, et c'est le pétrole qui est scruté aujourd'hui avec la même attention que le grain sous Louis XIV. Le lien antique entre spéculation et disette n'en a pas moins été renouvelé là où l'Ancien Régime économique perdure. C'est ainsi que les nouveaux outils de couverture financière, à l'origine de cette bulle généralisée, ont suscité des émeutes de la faim un peu partout dans le monde²².

Le fait que la mondialisation des échanges ait renouvelé ces excès et exacerbé la volatilité des prix, au lieu de la réduire, pourra intéresser ceux qui, nombreux, instruisent à charge le procès de la finance moderne. Tel n'est cependant pas notre intention première. L'essentiel de cet essai a été écrit sans rapport direct avec la flambée et l'effondrement du prix des matières premières qui a étonné le monde entre 2006 et 2008.

Le lien qu'on peut établir après coup n'est pas pour autant fortuit. Notre intérêt pour l'histoire des prix et des conjonctures d'Ancien Régime a mûri dans le contexte économique des vingt dernières années, celui de la révolution financière.

Symboliquement, la naissance de la Cotation assistée en continu (CAC), nouvel acronyme de l'indice de la Compagnie des agents de change depuis 1987, et le krach d'origine informatique subi par Wall Street au mois d'octobre de la même année marquent l'entrée dans un nouvel âge de la finance de marché. Dix ans plus tard, dématérialisation et sophistication sur fond « d'exubérance irrationnelle » dessinent les contours d'un nouvel univers, largement ouvert au public grâce à Bloomberg ou Boursorama. Désormais le cours des principaux indices ou devises s'affiche partout en temps réel : en quelques années le rapport culturel aux données économiques s'en est trouvé profondément modifié.

Seules les données économiques de l'Ancien Régime ne sont pas à portée de clic. La mercuriale de Paris, publiée par M. Baulant et J. Meuvret, dort paisiblement dans toutes les bibliothèques avec ses sages colonnes de chiffres et ses graphiques rudimentaires. Et de toutes les sources recensées par J.-Y. Grenier en 1985, combien ont pu bénéficier d'un traitement informatique ? L'histoire des prix, née avec la crise de 1929 et demeurée en vogue tant que le marxisme était la culture dominante, est devenue la Belle au bois dormant de l'historiographie, au moment où l'exploitation des don-

2. P. JORION stigmatise « ... une spéculation colossale sur les matières premières – sur les céréales en particulier – qui accula le monde à la faim », (JORION, P., 2008 , p. 14).

nées éditées, à l'aide de tableurs et d'outils empruntés aux salles de marché, pouvait offrir de nouvelles possibilités.

Mais quelle peut être la part de rationalité commune entre une crise d'Ancien Régime et une bulle financière du monde contemporain ? Et comment concilier les représentations historiques avec celles issues de la finance, tournées plus ou moins explicitement vers l'anticipation, si ce n'est une forme de prédiction du futur ? Des points de contacts existent cependant.

La finance historique a ses classiques comme l'œuvre Ch. Kindleberger, et ses mythes fondateurs, comme le krach des tulipes en Hollande (1637). Outre-Atlantique, on ose même appeler chartistes ceux qui, munis d'un historique des prix de marché, en font la représentation graphique pour en analyser les structures récurrentes. Cette approche vaut aussi bien pour les cycles longs, qu'on peut comparer à ceux de Kondratieff, que pour les cycles de court terme qui renvoient directement à la psychologie des marchés. La contribution la plus ambitieuse est celle de R.N. Elliott³, pour qui les marchés montent en cinq vagues et descendent en trois autres, selon des schémas stables dans le temps, puisqu'ils doivent plus aux invariants du comportement humain qu'aux vicissitudes de l'histoire.

C'est cette démarche que nous imitons plus ou moins consciemment en superposant nos deux courbes. Elle constitue cependant un défi pour l'historien, qui répugnerait à amalgamer en une seule séquence le cours des actions de la Compagnie des mers du Sud (1720) et ceux du Dow Jones, comme font certains 'chartistes'. Mais il est tentant de tester les outils de l'analyse technique des marchés financiers sur un cycle court, tel que celui de 1692-1694.

Jusqu'à présent l'étude des mercuriales de l'Ancien Régime a principalement servi à la critique des modèles proposés par l'économie politique, et elles n'ont pas été représentées de façon à rentrer dans le détail des structures de prix. La plupart des éditions ont fait le choix de la longue durée en sélectionnant une cotation par mois, même quand les marchés de référence se tenaient à raison d'une ou deux fois par semaine, comme à Paris le mercredi et le samedi. Exceptionnellement les éditeurs de la mercuriale parisienne ont jugé utile de procéder à l'édition intégrale des périodes de disette, soit 14 épisodes de deux ans entre 1520 et 1698, dont on peut tirer des courbes dont la physionomie n'est pas sans rappeler, dans certains cas, les krachs célèbres de l'histoire contemporaine.

3. ELLIOTT, R.N., 1932.

J. Meuvret ne pensait sans doute pas à cet aspect quand il adressait sa mise en garde :

« À qui contemple le commerce des grains de la bourse d'Amsterdam, le danger d'une reconstitution en termes trop modernes et, par conséquent anachroniques, peut n'apparaître pas clairement, encore qu'il soit d'autant plus à craindre. Pour qui l'observe à Rozay-en-Brie ou à Nogent-sur-Seine, les chances d'équivoque sont moindres ».⁴

Cependant il devait admettre que les fluctuations de la mercuriale parisienne faisaient songer à celles des cours de bourse. Avec une extrême prudence, il descendait le courant que les analystes financiers essaient de remonter sens inverse, de la bulle du Nasdaq à celle des Mers du Sud.

Nous allons maintenant essayer d'analyser une de ces bulles d'Ancien Régime sous un angle à la fois historique et technique. Le choix de l'épisode traité (1692-1694) s'est imposé pour différentes raisons. Comme la mercuriale parisienne s'interrompt brutalement à la fin de l'année 1698, tout le XVIII^e siècle et même la disette de 1698-1699 se trouvaient exclus de notre champ d'investigation. Quant aux épisodes antérieurs, notamment celui tout aussi dramatique de 1661-1662, ils souffrent d'une moindre richesse documentaire⁵. Il faut attendre 1693 pour voir les ressources de la monarchie administrative intervenir à travers une pluralité de sources : actes de la puissance publique, de correspondance administrative ou de procédures judiciaires. C'est alors que la mercuriale peut être regardée comme une source narrative, une chronologie de la disette à interpréter selon sa propre logique et à confronter aux autres.

4. MEUVRET, J., 1977, livre III, ch. 3, p. 97. BAULANT, M., 1960, p. 8.

5. JOUHAUD, C., 2009, a préféré interroger les sources littéraires sur la famine de 1661-1662.

2. Histoire et structures de prix

Il est essentiel de proposer une représentation des prix aussi pertinente que possible. À la différence des courbes linéaires familières aux historiens, dont l'utilisation a peu d'incidence dans une perspective de longue durée, la représentation en barres, bâtons ou bougies, utilisée dans les salles de marché est la seule qui permette d'expliciter la formation des prix dans le cas d'une crise.

Une barre de cotation permet d'indiquer d'un coup d'œil le cours d'ouverture, de clôture, le minimum et le maximum atteints dans un certain intervalle de temps⁶. Aujourd'hui et depuis le 24 novembre 2008, le CAC 40 est coté toutes les quinze secondes. Quinze secondes après le début de la séance, on obtient un point de cotation, trente secondes après une barre dont les cours d'ouverture et de clôture doivent coïncider avec le minimum ou le maximum enregistré durant ce laps de temps ; on saura aussi dans quel ordre ils ont été inscrits. Enfin il suffit d'une minute pour obtenir une barre pouvant rendre compte de quatre données différentes. En neuf heures de cotation, on aura recueilli environ 540 barres d'une minute, qu'on peut, par commodité, compacter en 108 barres de cinq minutes, 18 barres d'une demi-heure ou 9 barres d'une heure, selon une logique d'emboîtement qui permet d'obtenir une seule barre pour représenter la journée. Ces barres quotidiennes pourront à leur tour être regroupées en barres hebdomadaires, mensuelles ou annuelles, au-delà de quoi on aurait du mal à tracer des graphiques signifiants, faute d'un historique de données suffisant.

Pour les marchés de l'Ancien Régime, le choix de l'échelle est beaucoup plus restreint et il faut adopter celle qui est la mieux adaptée à la respiration temporelle du marché. Comme il existe une cotation par marché, et qu'à Paris il y a deux marchés par semaine, la représentation par barres hebdomadaires s'impose d'elle-même. Socialement la semaine est une structure temporelle forte, qui rythme l'activité des échanges : à un mercredi faible s'oppose un samedi fort, comme le montre la plus grande

6. Ce système est connu en Orient comme en Occident depuis que les marchés ont atteint leur seuil de développement critique. Wall Street le connaissait déjà à l'époque de Charles Dow, et les Japonais ont un système de représentation en bougies, popularisé en Occident depuis la bulle et le krach de l'indice Nikkei (1989), et qu'on utilisait là-bas au moins un siècle avant le début de l'ère Meiji. Les tableurs de type Calc ou Excel ne semblent d'ailleurs pas connaître autre chose que la représentation japonaise dès qu'il s'agit de tracer une barre complète.

variété des produits enregistrés par les mesureurs⁷. Compte tenu de cette polarité hebdomadaire, on obtient sans aucune perte d'information un graphique du type boursier proposé les tableurs des suites bureautiques. La Figure 2 ci-dessous reprend les données intégralement éditées de juillet 1692 à octobre 1694 du prix du froment de la meilleure qualité⁸. Les données ont été regroupées en bâtons hebdomadaires dont la couleur (blanche ou noire) indique si la semaine s'est terminée à la hausse ou à la baisse.

Figure 2. *Prix du setier du meilleur blé à Paris en livres tournois (barres hebdomadaires)*

Source. La mercuriale de Paris (A.N., KK 1001, d'après l'édition de J. MEUVRET, 1960).

L'essentiel est d'obtenir un résultat lisible, tout en évitant de tracer une ligne masquant le caractère essentiellement discontinu des cotations. Ce graphique est authentique d'un point de vue historique, car il permet de visualiser et de restituer toute l'information connue à travers la mercu-

7. À côté des gros grains et des farines, il existe une quantité de menus grains cotés de manière plus ou moins régulière et dont l'édition reste à faire : vesse, haricots, lentilles, millet, sainfoin, navette, fèves, pois, chènevis, sénévé...

8. BAULANT M., 1960, tome 2, p. 126-131.

riale. Son principal défaut est d'appartenir à l'univers culturel de l'analyse financière plutôt qu'à celui de la critique historique, et de suggérer certains biais d'interprétation. Il faut donc savoir si l'on peut valablement comparer la structure d'un marché d'Ancien Régime avec celle d'un marché d'aujourd'hui, et si les renseignements apportés par le graphique peuvent être analysés sans péril à la lumière des découvertes de l'analyse technique des marchés financiers. Cela suppose de mieux connaître le contexte institutionnel dans lequel ce graphique a été produit.

3. Organisation des marchés et formation des prix

Condition primordiale, le prix du blé a toujours été libre, contrairement à celui du pain qui pouvait être soumis à un maximum. La police avait d'ailleurs pour tâche de garantir le fonctionnement des marchés et lutter contre les monopoles. En même temps, loin de la liberté du commerce revendiquée par les philosophes du siècle suivant, la liberté dont jouissait la place de marché allait avec un cloisonnement et un zonage extrêmement stricts des zones d'approvisionnement⁹.

Chaque ville commandait encore à sa banlieue, et celle de Paris, relativement au commerce des grains, s'étendait dans un rayon de huit à dix lieues, loin des deux lieues selon la règle commune. Dans la première couronne, celle des huit lieues, tout commerce de seconde main était interdit afin d'obliger les laboureurs à porter eux-mêmes leur grain à la Halle et d'en assurer le débit. Au-delà de cette limite, les marchés périurbains étaient ouverts de plein droit aux boulangers de Paris, qui pouvaient acheter eux-mêmes auprès des paysans. Ils étaient encore interdits aux marchands de blé, qui devaient passer la limite des dix lieues pour pouvoir acheter librement. Ils bénéficiaient alors d'une espèce de sauf-conduit qui garantissait un approvisionnement prioritaire à la capitale. Paris ne subit ainsi qu'une grande cherté en 1694, alors que la France des villages éprouvait une famine affreuse.

Le jeu du marché se trouvait ainsi limité par les privilèges de la place de marché qui en garantissait l'expression. L'acheteur parisien était avantage par l'étendue de la banlieue qui contraignait le laboureur à faire le voyage jusqu'à lui pour lui vendre sa marchandise dans des conditions de

9. « Conçue pour la surveillance d'un marché strictement local, la police des grains devait nécessairement gêner tout commerce qui ne pouvait pas s'y enfermer », selon la formule de J. MEUVRET, 1977, tome 1, p. 21.

réel inconfort physique, conçues pour l'obliger à s'en défaire au plus vite¹⁰. Pour des raisons politiques où la crainte des désordres urbains avait la plus grande part, le consommateur se voyait favorisé par rapport au producteur, et la capitale par rapport au reste du royaume.

À la différence des laboureurs, les marchands apportaient leur grain par bateau, en raison de la distance et des quantités négociées. Or tout ce qui arrive à Paris par voie de terre va à la Halle centrale, placée sous contrôle des officiers royaux du Châtelet, tandis que ce qui arrive par la rivière passe par les ports de l'École (aval) et de la Grève (amont), qui relèvent de la juridiction municipale exercée par le Prévôt des marchands. Il en découle une sorte de guerre des polices qui contribue à la prolixité de nos sources¹¹. Le rôle du Châtelet est d'autre part accru par le contrôle qu'il exerce sur les marchés de gros pain dont le rôle, crucial, est au moins équivalent à celui des marchés de grain dans l'approvisionnement de Paris.

Cette pluralité de marchés et de juridictions nous invite à jeter un regard critique sur la mercuriale, qui ne porte que les prix enregistrés par les mesureurs de la Halle, le mercredi et le samedi, sans jamais indiquer de quantités. Depuis 1685 au moins, on ne relève plus les prix de la Grève, si ce n'est par intermittence. Mais le choix de la Halle comme marché de référence se justifie pleinement, étant le seul marché organisé au sens où nous l'entendons habituellement. Contrairement à la Grève où les arrivages sont plus irréguliers, et où la vente d'un bateau peut durer deux semaines, la Halle connaît un concours de vendeurs dont toute la marchandise doit être écoulée le jour même, le stockage étant à peine toléré. Ayant triomphé comme marché de référence, la Halle joue enfin le rôle d'un marché directeur. La régularité des relevés de la mercuriale a en effet pour principale justification la taxation du prix du pain, c'est-à-dire la fixation d'un maximum, ce qui fait que le marché du pain, en dépit de volumes équivalents voire supérieurs, demeure structurellement subordonné à celui de la Halle.

À la différence des marchés d'aujourd'hui, cotés en continu, où les carnets d'ordre d'achat et de vente se font, défont et reconstituent chaque fois qu'une ou plusieurs transactions ont eu lieu entre vendeurs et acheteurs parfaitement anonymes, un marché tel que la Halle parisienne est encore un lieu de confrontation physique où le marchandage tient lieu de loi. Mais

10. La nécessité de construire une halle couverte était d'ailleurs un sujet polémique. Cf. S. KAPLAN, 1988, p. 93.

11. Sur le flou persistant dans la répartition des compétences entre l'Hôtel de Ville et le Châtelet, cf. R. ABAD, 2000.

dans les deux cas, le prix ne fait que marquer une frontière, et refléter le rapport de force instantané entre vendeur et acheteur. Comme le note P. Jorion, aussi familier de la criée de Lorient que des arcanes de Wall street, l'analyse des transactions de gré à gré à l'avantage de faire affleurer en surface la vérité de la formation des prix¹². Le prix évolue en fonction de la représentation instantanée qu'ont acheteurs et vendeurs de leur statut réciproque. J.-Y. Grenier décrit également le prix comme un fait social total, où la part des déterminations non économiques est plus ou moins importante¹³. Ainsi, selon son degré d'organisation, le marché est plus ou moins capable de faire passer au second plan le statut social de ses différents participants et de les laisser interagir comme acheteurs ou vendeurs purs. Ce rapport de forces instantané est difficile à connaître.

Le fonctionnement des marchés obéissait à une discipline commune à Paris et à l'Île-de-France, avec des variantes locales. Tout y était réglé : horaires différenciés, conditions d'admission des vendeurs et des acheteurs, prestations annexes qu'elles soient facultatives ou obligatoires, et de façon moins formelle, un code de conduite, un jargon et une gestuelle conçus pour faciliter les échanges et déjouer la surveillance de la police.

Typiquement, en Île-de-France, les premières heures du marché étaient réservées aux habitants de la ville et aux boulangers, les marchands n'étant admis qu'en dernier à partir de midi. Cette clientèle des premières heures n'était pas seulement composée de consommateurs, mais de bourgeois et d'officiers qui abusaient de leur ascendant sur les laboureurs pour acheter du blé dont ils faisaient regrat après l'avoir fait transporter chez eux. Quand il restait assez de blé, les blatiers, qui ne passaient pas pour marchands, achevaient de vider le marché où ils étaient admis en concurrence des particuliers. Le blé pouvait ainsi passer par trois ou quatre mains différentes, officiers, petits marchands ou blatiers, avant d'être vendu au consommateur final.

Rien de tel à Paris où une police plus aguerrie faisait la chasse aux regrattiers et aux intermédiaires. C'est elle aussi qui garantissait une certaine liquidité des échanges, en faisant respecter l'obligation de service public qui imposait à tous les acteurs de la filière de fournir les marchés. Paris était enfin organisé comme un marché de consommation finale, d'où aucun grain une fois entré n'avait le droit de sortir. Les excédents devaient être vendus au rabais dans l'après-midi. Les marchés de gros pain, dont le prix

12. JORION, P., *Le prix*, www.pauljorion.com

13. GRENIER, J.-Y., 1996, p. 105 et 365.

était contrôlé par la police en fonction de la mercuriale, obéissaient à une discipline analogue.

Le prix « se recrée chaque fois à un niveau spécifique, et étant constitué de traces discrètes, ne constitue pas à proprement parler une trajectoire, à la différence de celle du boulet de canon qui parcourt pleinement la courbe sans se recréer à chacun de ses points »¹⁴. L'ajout ou le retrait de quelques sacs de blé sur la place du marché suffit à faire basculer l'équilibre des forces, et la rumeur en démultiplie encore les effets. « Il n'y a rien de modéré chez le peuple, qui ne connaissant point de milieu, passe en un moment d'une extrémité à l'autre » note Boisguilbert, contemporain de la disette de 1692-1694, et qui considérait déjà vendeurs et acheteurs comme « deux partis ne cherchant qu'à se détruire »¹⁵. Des auteurs tels que Necker ou Galiani observent aussi comment le comportement mimétique des foules peut déclencher une bulle spéculative. De ce point de vue, la formation des prix relève moins de l'économie que de la sociologie ou de la psychologie des foules découverte par G. Le Bon¹⁶.

Cette anthropologie des marchés a connu une évolution décisive quand des praticiens exercés, intrigués par certaines régularités dans les structures de prix, ont essayé d'en cataloguer les formes et d'en expliquer les comportements sous-jacents. Pour la première fois, on établissait un lien entre une séquence de prix et l'interaction réciproque des vendeurs et des acheteurs, entre un événement de la courbe des prix et une action collective caractérisable sans avoir été consciemment orchestrée. La première synthèse est due à Ch. Dow, fondateur du *Wall street journal*, qui publie en 1900 une série d'articles fondateurs.

Cette « théorie de Dow » a donné naissance à l'analyse technique des marchés financiers, dont les différentes écoles cataloguent les structures

14. JORION, P., *Le prix*, www.pauljorion.com

15. BOISGUILBERT, P. DE, 1704, livre II, ch. 1. Plus loin (livre II, ch. 5) : « Voilà donc la balance qui a perdu son équilibre ; car ce sont les marchés seuls qui décident souverainement en cette occasion... vingt sacs dessus ou dessous le marché font le sort des grains ». Ou encore (livre II, ch. 6) : « les lumières de gens lesquels doués de raison, en ont moins que les bêtes lorsqu'ils opinent tumultueusement ».

16. Dans son deuxième essai consacré à la crise américaine des *subprimes*, P. Jorion conteste l'explication des krachs par la psychologie des foules (JORION, P., 2008, p. 213). Il insiste sur la rationalité du spéculateur individuel. Toutefois la rétroaction des acteurs du marché aux événements qui s'y produisent tend bel et bien à imiter le comportement d'une foule. Les ordres à seuil de déclenchement ont par exemple un effet mimétique. L'analyse technique contribue aussi à créer des boucles de rétroaction qui contribuent à une forme de rationalité ou d'irrationalité collective.

de prix dans leur contexte, de façon à anticiper leur évolution future. Pour les *traders*, la sanction est évidente, elle se mesure en pertes et profits. L'analyse technique suppose que les prix évoluent selon leur dynamique propre : elle considère comme contingentes les explications rationnelles des mouvements de la cote qu'on peut donner ex post. Elle laisse de côté l'événement historique.

L'historien au contraire considère que si les typologies comportementales exploitées par l'analyse technique ont une valeur descriptive intéressante, c'est qu'elles peuvent lui permettre de faire un retour sur les événements. De son point de vue, la courbe des prix peut être envisagée comme une récit ordonné et non engagé de la crise, susceptible d'être confronté à des sources plus littéraires, éparses et subjectives.

Comme le note N. Taleb, le principal péché en la matière serait de chercher à imiter le devin Helenus qui avait le don de prédire le passé, et de succomber à l'erreur de narration qui consiste à inventer des relations de causalité selon un processus analeptique¹⁷. Le philosophe des marchés rejoint ici par une autre voie la mise en garde de Lucien Febvre contre la méthode régressive, « cette illusion que vous descendez le fil des événements alors qu'en fait vous avez commencé par le remonter »¹⁸. Mais tout comme le *trader* n'a pas exactement besoin de prédire l'avenir pour mettre à profit ses facultés d'anticipation, l'historien peut exploiter la courbe afin de mettre en relief certaines situations critiques.

17. TALEB, N., 2008, p. 259-264. « Le processus de prolepse est généralement utilisé en physique et en ingénierie ; le processus d'analepse, dans les approches historiques non reproductibles et non expérimentales. D'une certaine manière les limitations qui nous empêchent de défriser un œuf nous préservent également de faire de l'histoire inverse ».

18. FEBVRE, L., 1934, p. 15.

4. L'objection de l'efficience

Il reste encore à lever l'obstacle posé par la science économique moderne, le plus souvent d'inspiration néo-classique, qui a poussé si loin l'idée d'un équilibre économique informé et garanti par la perfection formelle des mécanismes de marché qu'elle prétend interdire toute investigation supplémentaire. Pour la finance moderne qui en est issue, la formation des prix peut être ramenée à un processus stochastique qui échappe à toute forme d'analyse, qu'elle soit technique ou historique. Le marché tendant à l'efficience, les prix ne connaissent d'autre logique que celle d'une marche aléatoire. Il ne sert plus à rien de conjecturer : le conseil de P. Samuelson aux *traders*, devenir plombier ou professeur de grec pour le bien de la société, peut aussi bien résonner comme un *noli me tangere* aux oreilles de l'historien.

D. Margairaz et Ph. Minard ont déjà répondu aux prétentions hégémoniques de l'école néo-classique et ont rappelé, en introduction à un numéro spécial de la Revue de synthèse, la « nécessité d'historiciser la catégorie de marché, à rebours de toute abstraction temporelle, de tout schéma universel préconstruit »¹⁹. Dans le cas de la finance, on doit relever que la théorie des marchés efficients a connu de graves échecs dans ses applications pratiques. C'est cette gestion prétendument scientifique qui est responsable, depuis 1998 au moins, de quelques faillites retentissantes, dont l'espérance mathématique était pourtant à peu près nulle selon ses promoteurs.

L'hypothèse d'efficience, qu'on peut traduire en disant que les variations d'hier n'influencent pas celles d'aujourd'hui, tire son origine d'un modèle de marche aléatoire des cours selon une distribution normale ou gaussienne, proposé par L. Bachelier en 1900. Elle sous-estime gravement la probabilité d'une bulle ou d'un krach, comme l'a montré B. Mandelbrot²⁰, pour qui les prix ont une sorte de mémoire et sont loin d'être normalement distribués. Non seulement ils sont susceptibles d'écarts improbables par leur intensité (effet Noé), mais ces variations extrêmes ont tendance à perdurer (effet Joseph). Mandelbrot généralise son approche jusqu'à une philosophie de l'histoire où il oppose la vision bénigne, qui associe les changements à une accumulation de faits mineurs, et la vision

19. MARGAIRAZ, D., 2006.

20. Alan Greenspan admet ce phénomène qu'il a sous-estimé : « Quand les marchés se comportent rationnellement, ce qui est presque toujours le cas, ils semblent suivre une 'marche au hasard' : le passé n'indique pas plus que le pile ou face la direction que suivra le prix d'une action. Mais parfois cette marche est interrompue par une fuite en avant ». (GREENSPAN, A., 2007, p. 591).

sauvage qui laisse la part belle à l'événement²¹. Dans le monde fractal, ce qui est structure à une certaine échelle d'observation devient conjoncture au niveau supérieur, et les dépendances longues viennent limiter l'autonomie de l'événement. C'est une autre manière d'envisager les temporalités. La culture classique n'aurait sans doute pas renié ces images tirées de l'écriture sainte, tissant un lien entre les nombres, la providence, l'histoire et les mathématiques²².

B. Mandelbrot note qu'entre 1916 et 2003 le Dow Jones a connu plusieurs variations quotidiennes supérieures à 10 écarts-types (σ), le krach de 1987 correspondant à un écart de 22 σ . Quand on prend l'ensemble des variations par rapport au cours précédent des 234 données de la mercuriale entre 1692 et 1694, on relève 21 variations dépassant 2 σ , soit une proportion excessive par rapport à la loi normale, 5 variations dépassant 3 σ , et même une de 8 σ le 25 juillet 1693. On n'en conclura pas pour autant que les marchés d'Ancien Régime et leur cortège de disettes sont plus efficaces que ceux de l'an 2000²³.

Si B. Mandelbrot mérite d'être cité comme le principal critique de la finance moderne, il trouve l'analyse technique encore trop rudimentaire. Pourtant R.N. Elliott peut être crédité d'une approche fractale avant la lettre, et les propriétés non gaussiennes de la courbe des prix sont exploitées depuis 1983 au moins en analyse technique, à la suite des travaux de J. Bollinger, dont les constats empiriques trouveront ici un écho surprenant : entre 1676 et 1694, on trouve environ 89 % de variations inférieures à 2 σ , soit la proportion qu'il considère comme habituelle sur les marchés de l'an 2000, en particulier celui des actions²⁴. S'il existe une certaine régularité dans les comportements des hommes interagissant dans le cadre d'un marché, c'est leur capacité à monter vers les extrêmes, ou de sauter

21. MANDELBROT, B., 2005, p. 60.

22. En sens inverse, Pascal Engel dit avec humour que Leibniz, s'il vivait aujourd'hui, aurait peut-être fait des mathématiques financières (*Le Monde*, 23 mai 2008). En effet le marché parfait peut être comparé au Dieu de Leibniz qui calcule les avantages et les inconvénients pour élire ce qu'il y a de mieux à l'intérieur de ce qui est possible, selon un principe d'optimisation qui n'est certes pas l'optimisme béat de Pangloss.

23. Sur la base du relevé complet de la mercuriale de Paris que nous avons effectué depuis le 1er janvier 1676, on aboutit à des écarts plus importants, puisque sur 1969 variations, 218 sont supérieures à 2 σ , dont 79 > 3 σ , 30 > 4 σ et 14 > 5 σ . À l'aune de deux décennies de relevés, l'écart mesuré le 25 juillet 1693 dépasserait les 9 σ au lieu de 8 σ . On obtient 11,07 % de variations supérieures à 2 σ en 1676-1694 contre 8,97 % en 1692-1694. L'écart type est naturellement plus élevé dans l'échantillon constitué par les deux années de disette du fait de leur comportement beaucoup plus sauvage.

24. BOLLINGER, J., 2003, p. 60 et 79.

d'une échelle à l'autre, qui est la plus difficile à modéliser, étant donné l'élasticité des pas de cotation.

5. Analyse du graphique

Du point de vue de l'analyse technique, la mercuriale présente un cas de figure assez classique, celui d'un double sommet, construction baissière en forme de M avec un retour au point de départ de la hausse.

Les cotations sont émaillées de discontinuités ou gaps parfois considérables, qui témoignent de la violence du travail effectué par le marché pour s'extraire des zones de congestion où les deux camps ont mesuré leurs forces. Tant qu'il existe un consensus sur la valeur du blé, les cours évoluent dans des marges étroites, les hausses et les baisses s'annulent. Du fait de la dépendance par rapport au cours du marché précédent, toute évolution à la hausse ou à la baisse constitue un signal qui, s'il n'est pas immédiatement contré par un retour à la moyenne, risque d'alimenter une dynamique qui s'épuisera seulement dans la montée vers les extrêmes, jusqu'à la capitulation finale d'un des camps en présence, celui des vendeurs ou des acheteurs.

Quand le marché entre en tendance, on assiste à la rupture souvent brutale du consensus précédent. Cet événement révèle le caractère purement conventionnel des prix, et le franchissement de certains seuils entraîne des accélérations qui ne trouveraient pas d'explication satisfaisante dans l'étude des conditions réelles de l'approvisionnement. Il faut faire la part des chiffres ronds comme seuils psychologiques. Le commissaire Delamare désigne ainsi dans sa correspondance celui des 20 livres par setier comme un signal de cherté. Depuis la famine précédente (1661-1662) où les cours avaient déjà dépassé 40 livres, le blé froment cote normalement entre 10 et 20 livres. Le seuil des 20 livres, déjà effleuré en 1677 et brièvement dépassé en 1679 et 1685, fonctionne depuis longtemps comme un véritable marqueur de la disette.

En suivant la courbe, on constate que l'année 1692 connaît après le mois d'août une tension continue des prix. Les 20 livres par setier sont franchies juste après le marché de la Saint-Martin, qui donne habituellement le ton pour le reste de la saison. Cette fois le test est concluant : après une légère consolidation, les cours s'établissent fermement au-delà de ce seuil pendant une phase de plateau qui dure jusqu'au début du printemps. Une nouvelle hausse commence alors en avril 1693 sur une brutale échappée des

cours. Le mouvement marque assez vite le pas, comme si le marché avait à ce stade suffisamment anticipé le mauvais succès de la récolte. Le drame se noue seulement en juillet : après avoir brièvement enfoncé le plancher des 20 livres, les cours réagissent vivement à la hausse pour construire un sommet au-delà de 40 livres dans le courant de l'automne. Ce jaillissement est suivi d'une consolidation qui s'étale jusqu'en mars 1694, de l'ordre de 50 %, mais toujours au dessus des 30 livres.

Le graphique est comme divisé en deux, avant et après avril 1694. Il n'y a en effet aucune cotation ou presque à la Halle ce mois-là. La reprise de la cotation s'effectue alors au-dessus des derniers records, seuil psychologique dont le marché s'affranchit en effectuant une discontinuité brutale. L'explosion paroxystique de mai 1694 annonce à la fois le sommet et la fin de la hausse. Elle est suivie d'un effondrement des cours marqué par une nouvelle discontinuité, symétrique à la précédente dans le sens de la baisse. C'est alors que la bulle se retourne en krach.

Une des séquences les plus singulières se trouve au point de départ de la hausse des prix, entre juin et juillet 1693. Elle a tout pour attirer l'attention : la zone de congestion tracée entre la Saint-Martin de 1692 et le mois d'avril 1693 semblait avoir consacré la cassure du seuil des 20 livres par setier. À ce consensus haussier succède une feinte à la baisse, un mouvement de panique apparent bientôt contrecarré par une ascension vertigineuse. Deux solutions se présentent à l'esprit : soit il y a eu jusqu'au dernier moment un doute sur la réalité de la catastrophe agricole, soit une manipulation des cours. La courbe ne donne pas la solution, mais elle illustre clairement un mécanisme beaucoup plus diffus dans la correspondance de La Reynie : le lieutenant général de police, si prompt à dénoncer le complot des marchands, a essayé de son côté, avec application et non sans légèreté, de forcer les marchés à baisser, jusqu'à être dépassé par les événements.

Depuis que les cours ont commencé à monter, La Reynie tient à travers sa correspondance un véritable observatoire des prix. Il a pour principal collaborateur le commissaire Delamare, auteur d'un *Traité de la police* de portée encyclopédique, et dont les livres consacrés aux blés et des disettes reflètent l'expérience acquise par l'auteur lors des épisodes de 1694, 1698 et 1709. Delamare rendait compte à La Reynie de l'état des marchés, qui en informait à son tour le premier président Harlay. Cette correspondance permet de documenter au mieux les anomalies ou particularités de la courbe des prix, notamment celle du mois de juillet 1693 qui s'impose comme le moment critique de la hausse.

Inquiet de l'évolution du cours du froment depuis 1692, La Reynie a renforcé sa surveillance en demandant à ses commissaires, notamment Paley, à la Halle, de lui adresser leurs propres relevés en plus de ceux, officiels, des mesureurs. Il s'intéresse au blé du Longboyau, apporté par les laboureurs des meilleures terres du Hurepoix, et dont la mercuriale ne donne pas le détail précis, puisqu'elle s'arrête au prix du « meilleur blé froment » qui ne correspond pas à une qualité homogène d'un marché à l'autre. Le blé du Longboyau peut faire défaut certains jours ; il peut aussi se trouver en quantité limitée. Il suffit toujours de quelques setiers vendus à la marge à un prix plus élevé pour tirer vers le haut l'ensemble de la cote : c'est une façon de manipuler les prix sur laquelle les commissaires ont soin de veiller en temps de crise.

Le 14 juin 1693, deux muids ont été ainsi vendus à 25 livres le setier. La Reynie tente alors de renverser le cours des choses en demandant à Paley de faire baisser le blé, en parlant tantôt aux laboureurs qui le vendent, tantôt aux boulangers qui l'achètent. Le 1er juillet, il se flatte d'avoir influencé le reste de la cote en le faisant descendre de 25 à 23 livres. Le 4 juillet, le Longboyau tombe même à 22 et 21 livres. Le 11 juillet, le blé plus beau descend encore à 19 livres, grâce encore aux diligences du commissaire Paley. Seulement la Halle commence à se dégarnir ; les blés sont détournés vers les ports, hors de la juridiction du Châtelet, tandis que la farine, de plus en plus rare, s'arrache à mesure de son arrivée.

Les boulangers commencent à grogner : on leur interdit d'augmenter le prix du pain sur la foi des prix de la Halle, alors que la pénurie les contraint d'aller s'approvisionner ailleurs. La Reynie s'alarme quand il apprend que certains d'entre eux ont proposé aux laboureurs de refuser de vendre leur blé à moins de 23 ou 24 livres, de façon à ce que le prix du pain puisse augmenter. C'est tout le contraire du marchandage qui est la règle commune ! Cette fois le dénouement est proche. Le blocage des transactions a presque vidé la Halle. Le 25 juillet, on ne voit arriver qu'un laboureur du Longboyau avec dix setiers qu'il prétend vendre au prix inouï de 26 livres. C'est le seul blé du jour, comme l'avoue La Reynie, d'accord avec la mercuriale qui ne porte aucun autre prix, même pour la farine. Qu'il s'agisse d'une provocation, d'un blé apporté pour « chercher noise », peu importe, la situation tourne à la confusion de la police. La Reynie doit s'avouer vaincu : il ordonne à Paley de ne pas paraître au marché, qu'au moins la vente ait lieu sans son assentiment. Le blé bondit alors de 30 % en un jour. La spirale de la hausse est désormais enclenchée : les prix vont doubler en un mois.

À sa décharge, La Reynie était convaincu que la récolte serait au moins correcte. Depuis le printemps, il ne manquait pas de signaler à Harlay « la belle apparence des blés en vert et la bonne disposition du temps ». Le 30 juillet, il écrit encore pour dire « qu'il y a des blés de l'année dernière autant qu'il en faut, et que la récolte de l'année est abondante »²⁵. Le pouvoir peut avoir intérêt à rétablir la confiance en minimisant l'ampleur de la crise agricole : afin de désarmer la spéculation, les préambules des ordonnances royales ne disent pas autre chose. Mais alors même que la multiplication des règlements de circonstance traduit un certain désarroi, il est étonnant de voir à quel point les pouvoirs publics ont fini par s'auto-intoxiquer et à fonder leur stratégie sur la conviction erronée d'une récolte non déficitaire.

La Reynie adopta ensuite une politique plus réaliste. Il ne resta pas longtemps retranché derrière sa nouvelle ligne de défense des dix écus, autrement dit des 30 livres, et laissa filer les prix le 20 août. Il devait en même temps gérer l'afflux des pauvres de la campagne, et la conséquence de la réforme monétaire, « diminution des espèces » qui risquait d'ajouter la pénurie de monnaie à celle du pain. L'ordre ne pouvant plus être assuré à force de promesses, le mois de septembre fut particulièrement difficile. Les boulangers menaçaient de ne plus apporter de pain, le peuple semblait « hors de tout respect » et le lieutenant général de police fut assiégé chez lui par les femmes du faubourg Saint-Marcel. On attaquait des boulangeries, les incidents parfois sordides se multipliaient.

C'est dans ce contexte des plus difficiles que la distribution du pain du roi, faite au Louvre et dans quelques endroits choisis avant d'être déléguée aux curés, vint apporter un peu de calme et contribuer à la détente des prix²⁶. Après avoir retrouvé une certaine abondance dans la cherté, les marchés enfin stabilisés autour de 40 livres reculèrent plus franchement sur des rumeurs de taxation du prix du blé. Cette mesure sans précédent n'eut aucun commencement d'application, mais le bruit était fondé dans la mesure où le président Harlay lui-même y avait réfléchi. Comme les prix avaient doublé depuis le seuil de cherté des 20 livres et ne donnaient plus signe de vouloir aller au-delà, cette incertitude servit de prétexte à une consolidation. Le 18 novembre, La Reynie s'étonnait de voir arriver une telle quantité de grains et de farine à la Halle qu'on ne s'y pouvait plus tourner. Cette fois la diminution du prix allait suivre l'abondance, selon sa maxime favorite.

25. BnF. ms. fr 17426 ff. 26, 243, 273, 290.

26. Le 21 octobre, dès le lendemain de la distribution, la veuve Begat écrivait à son facteur de Provins, Jacques Thomassin, de ne plus acheter de blé « attendu que le prix du blé allait diminuer à Paris à cause des fours du Louvre, et qu'elle y perdrait ». (A.N., H 1924¹).

6. Quantités et liquidité

Comme le suggère La Reynie, c'est l'abondance qui détermine le rapport de forces entre vendeurs et acheteurs, tel qu'on peut le saisir à travers l'analyse technique du marché. La mercuriale étant généralement muette sur les quantités traitées, elle exprime seulement la qualité correspondante, que la finance moderne qualifierait de liquidité ou de profondeur : l'idée selon laquelle il existe toujours un prix qui permet la rencontre d'un acheteur et d'un vendeur ayant des quantités suffisantes à proposer à un prix de marché. Or, durant tout le mois d'avril 1694, on est confronté à la situation inverse : un gigantesque trou de cotation indique qu'à ce moment là, six marchés durant, aucun grain de blé n'a été vendu à la Halle.

Après une pause qui dure tout l'hiver, les prix reprennent leur flambée en avril 1694. C'est du moins ce que suggère l'allure générale de la courbe. La discontinuité temporelle entre le 3 avril et le 1^{er} mai est doublée d'une discontinuité de cotation, qui voit le prix du froment bondir de 34 livres à 45 livres. Dans l'intervalle on ne vend rien, sauf une fois le 21 avril, au prix de 39 livres 10 sols. La pénurie du seigle et de l'orge est encore plus sensible. Comme Paris n'a pas été réduit à la famine complète, il reste à comprendre comment cette situation exceptionnelle est compatible avec ce que nous croyons savoir de la Halle comme marché directeur.

C'est maintenant qu'il faudrait avoir une idée plus claire de la structure par quantités de l'approvisionnement de Paris. Or, depuis la fin du xvi^e siècle, la mercuriale ne porte plus aucune indication des quantités traitées à la Halle, et comme les données relatives aux ports ne sont compilées qu'en cas d'inquiétude, il est difficile d'en faire un tableau précis.

On dispose cependant d'un relevé détaillé des blés et farine vendus à Paris au mois de décembre 1694 (cf. Tableau 1). Le contexte n'est plus alors celui de la disette, dissipée par une moisson plantureuse, mais celui du danger que faisaient courir les glaces à l'approvisionnement fluvial²⁷:

En trois semaines les marchés parisiens ont donc débité 2 660 muids, dont 1 544 de froment (58 %), ce froment ayant été débité à 82 % par les ports. La Halle ne fait jeu égal qu'en incluant le commerce de la farine, que

27. A.N., G⁷ 428. Le rôle du facteur météorologique se laisse déduire des relevés de Louis Morin édités par J.-P. LEGRAND & M. LE GOFF, 1992. On dispose également d'un relevé effectué trois ans auparavant, pour les mêmes raisons, mais un peu moins précis, déjà exploité par J. MEUVRET, 1956 (BnF, ms. fr. 17425, ff. 128-131).

Tableau 1. Relevé des quantités de blé et de farine vendues à Paris, décembre 1694

Quantités arrivées (muids)	FROMENT				FARINE (Halle)			TOTAL GÉNÉRAL	
	Grève	École	Total ports	Halle	Total froment	Farine blutée	Farine non blutée	Total farine	(froment et farines confondus
Semaine du 6 décembre	126	113	239	43	282	325	45	369	651
Semaine du 13 décembre	440	41	481	70	551	327	44	371	922
Semaine du 20 décembre	338	208	547	165	712	335	41	376	1 088
TOTAL décembre 1694	904	362	1 266	278	1 544	987	130	1 116	2 660
% du total général	34	14	48	10	58	37	5	42	100
Répartition du froment en %	59	23	82	18	100				

Source. A.N. G⁷ 428.

l'on peut sans inconvénient additionner à celui du blé, selon une pratique habituelle que l'on essaiera d'expliquer plus bas.

Pour la Halle, le mois de décembre 1694 semble avoir été représentatif de la tendance générale, puisque Delamare la crédite d'un débit moyen de 4 à 500 muids par semaine²⁸, fourchette qui correspond aux données du tableau (412, 441 et 541 muids). Le total des ports laisse supposer que, dans des conditions météorologiques plus favorables, un fonds de commerce de 600 muids par semaines pourrait être plus proche de la norme²⁹. En sens inverse, un extrême d'abondance pourrait être le chiffre de 2 000 muids que le marchand Thierry Fruteau craignait de voir déferler le 5 juin 1694, ce dont il tirait argument pour différer ses achats³⁰.

En volume c'est cependant la farine, plus que le blé, qui assure la position de la Halle. La stabilité des arrivages de farine suggère un marché déjà bien organisé, avec une large prépondérance de la farine blutée³¹. C'est cela qui explique que durant le mois d'avril 1694, la cotation de la farine ait été assurée sans interruption, à la différence de celle des grains. Il est alors tentant de tracer la courbe du prix de la farine pour la comparer à celle du froment³² (Figure 3).

Comme le blé, la farine est vendue au setier. Étrangement ce graphique, qui ressemble beaucoup à celui du froment, est moins lisible pour un analyste, alors qu'un marché mieux organisé devrait être moins volatil. C'est peut-être qu'à la différence du prix du meilleur blé, qui sert de référence habituelle aux historiens, le prix de la farine est reporté sans distinction de qualité. Cela peut expliquer l'ampleur excessive de certaines barres hebdomadaires.

28. BnF, ms. fr. 21644, f. 18.

29. « Mémoire des blés de sur le port de la Grève », daté du 23 novembre 1692, récapitulant 420 muids de blé en sacs et 175 autres en bannes. (BnF, ms. fr. 21642, f. 124). Les chiffres de décembre 1691, proches de ceux de décembre 1694, étaient alors jugés un peu faibles.

30. Lettre de Thierry Fruteau à son facteur Sébastien Charon (A.N., Z^{III} 590).

31. J. MEUVRET, 1956, a précisé les contraintes particulières qui pesaient sur le commerce de la farine. Depuis 1650 environ, on vend de la farine blutée à Paris, au lieu de blé moulu, en dépit des difficultés d'ensachement et de conservation en l'absence d'étuvage. À cet égard, le relevé de 1694 montre le triomphe de la farine blutée.

32. A.N., KK 1001. La farine n'a pas été prise en considération par les éditeurs de la mercuriale, ce qui oblige à recourir aux registres originaux.

Figure 3. *Prix du setier de farine à Paris en livres tournois (barres hebdomadaire)*

Source. A.N., KK1001.

Les structures temporelles sont également moins faciles à appréhender. Tout porte en effet à croire que le marché de la farine ait eu lieu tout au long de la semaine³³. Ici encore la correspondance de La Reynie est d'un grand secours. De mars à mai 1694, au cœur de la pénurie, le lieutenant général de police accorde une attention particulière au commerce des farines. S'il se contente souvent d'indiquer que faute de blé on peut trouver à la Halle « quelque quantité » ou une « assez bonne quantité » de farine, il fait parfois des relevés plus précis.

Sur la base des deux marchés hebdomadaires, on pourrait déduire que la Halle ne débite qu'une cinquantaine de muids de farine par semaine. Mais dans sa lettre du 24 mars 1694, La Reynie mentionne 26 ou 27 muids « comme il s'en vend chaque jour », c'est-à-dire chaque jour de la semaine. En

33. Les éditeurs de la mercuriale notent que dans les années critiques, au moins pour le xvi^e siècle, on peut rencontrer des ventes en dehors des jours de marché, la mercuriale regroupant tous les prix enregistrés aux dates du marché ordinaire. Mais on n'additionnait pas les quantités vendues. Il semble que dans les années 1580, on ait couramment traité chaque jour de marché des quantités de farine supérieures à 20 muids.

effet, le 28 avril, il parle de 32 muids de vendus contre seulement 22, la veille (un mardi), et se demande si ce n'est pas le décret rendu contre Colin, un des plus gros fariniers de Melun, qui est à l'origine de cet empressement. Enfin, le samedi 22 mai, ce sont 85 muids vendus « hier et aujourd'hui ». De tous ces chiffres, il ressort que la Halle est capable de servir au moins 150 muids de farine par semaine en temps de cherté, sur la base de 25 muids quotidiens à l'exception du dimanche. Nettement inférieur aux 370 muids relevés en décembre 1694, ce chiffre est peut-être plus représentatif de l'impact de la disette sur le marché parisien que la pénurie complète de blé.

Tableau 2. *Quantités de blé et de farine vendues à la Halle d'après la correspondance de La Reynie (13 mars-28 avril 1694)*

<i>Date</i>	<i>Farine (en muids)</i>	<i>Blé (en muids)</i>
13 mars	24	10
17 mars	30	
20 mars	25	
24 mars	26 ou 27	
21 avril	26	2
24 avril	28	0
27 avril	22	
28 avril	32	

Source. Bnf, ms. fr. 17428.

La comparaison entre les deux catégories montre cependant que le prix du setier de farine obéit aux mêmes seuils psychologiques que celui de blé, notamment la barre des 20 livres. Le mimétisme des deux prix transparait aussi à travers la valeur modale du rapport blé/farine marché après marché, qui s'établit à 1. Ce rapport n'en est pas moins assez élastique : il oscille entre 0,73 et 1,36 ce qui peut dénoter, outre d'éventuelles imperfections du marché, une plus grande variabilité dans la qualité des farines. La moyenne et la médiane s'établissent toutefois l'une et l'autre autour de 0,94.

Ce mimétisme a quelque chose de contre intuitif, puisque la farine est un produit plus élaboré que le blé. Mais elle a beau occuper un volume sensiblement égal à celui du grain dont elle est extraite, elle est beaucoup plus légère : un setier de grain donne environ un setier et demi de boulange,

dont deux tiers de farine, et un tiers de son et de recoupes³⁴. La perquisition effectuée à Paris, le 5 mai 1693, chez le farinier Colin, fait état de sacs de farine blutée de 30 boisseaux pesant chacun 379 livres, soit 152 livres par setier alors qu'un blé de qualité courante en pèse 240 livres, ce qui donne un rapport de poids de 1,58³⁵.

Cette équivalence de valeur entre un setier de blé et un setier de farine est pratiquement admise. Elle explique que les contemporains aient pris l'habitude d'additionner indifféremment les muids de blé et de farine dans les statistiques dont nous disposons. Le phénomène de marché peut alors jouer à plein dans ce qu'il a de mimétique et de conventionnel.

On arrive à un constat paradoxal : le marché du blé, dont les prix commandent dans l'ordre économique ceux de la farine et du pain, et qui dans l'ordre juridique a un rôle important du fait de la valeur probatoire de la mercuriale, est d'une importance nettement moindre dans les quantités qu'il draine. Le prix de la Halle apparaît alors comme l'étape critique d'un processus de négociation beaucoup plus diffus, échappant pour une part aux marchés organisés et à la surveillance de la police, qui peut dans certains cas échouer à garantir l'existence d'un prix de marché.

Cette absence de liquidité, révélée à Paris par l'accident d'avril 1694, qui constitue un cas unique dans l'histoire de la mercuriale, relève pourtant d'une simple logique de marché que la crise financière de 2007 a fait réapparaître au grand jour. La finance moderne avait cru pouvoir garantir la liquidité des marchés mondiaux avant qu'elle ne se dérobe subitement. Mais comme le rappelle Paul Fabra :

« Planétaire ou réduit à la place du village, le marché dépend toujours du comportement (et de l'humeur) de chacun de ses participants. Les réflexes grégaires en font partie. Le phénomène principal est le caractère discontinu de la fluidité des transactions financières ».³⁶

Moins sophistiqués que le marché parisien, les marchés de banlieue en donnent d'autres exemples. Delamare évaluait le débit du marché de

34. En 1760 l'inspecteur Poussot s'agaçait qu'on ne sût pas mieux qu'un setier de blé donnait un setier de farine, alors que l'opinion commune penchait pour un setier et demi (KAPLAN, S., 1996, p. 468). La manipulation de la farine en volume se prêtait à tant de formes que naquit la revendication d'une vente au poids (KAPLAN, S., 1988, p. 298), déjà perceptible à la fin du xvii^e siècle (BnF, ms. fr. 21642, ff. 290-294).

35. A.N., Y 12540. S. Kaplan compte 2 setiers de blé pour obtenir un sac de 325 livres de farine.

36. *Les Échos*, 16 novembre 2007.

Brie-Comte-Robert à 100 muids par semaine, soit l'équivalent de la Halle parisienne. Il était gonflé par le trafic illicite des boulangers parisiens et la présence des blatiers qui y dénouaient leurs arbitrages. Le marché ordinaire, le plus fort, avait lieu le vendredi, et se prolongeait le lundi en sur-semaine. Mais en temps de disette, il pouvait être réduit à très peu de chose. Le vendredi 20 novembre 1693, la veuve Vison, mesureuse, certifia 30 muids et la semaine suivante 25 muids. Le lundi 30 novembre, l'échevin Tartarin, commis par l'Hôtel de Ville de Paris, constatait qu'il n'y avait que 10 à 12 muids d'exposés. Tout cela renvoie à un total d'environ 40 muids par semaine. Delamare, revenu enquêter en février 1699 lors de la disette suivante, releva des chiffres du même ordre, 25 à 30 muids le vendredi, 15 à 18 le lundi. Il pensait même que le débit avait pu tomber à 3 ou 4 muids seulement dans le temps de la plus grande cherté. Surtout le marché de Brie ne reprenait vie que lorsque la pression des événements se faisait plus forte : après la visite de Tartarin, qui ordonna aux principaux laboureurs d'approvisionner le marché de façon plus régulière, on enregistra une fréquentation beaucoup plus soutenue³⁷. On pourrait multiplier les exemples analogues, même au-delà de la zone des dix lieues, comme celui de Nogent-sur-Seine, où au lieu de 50 ou 60 muids attendus, le marché était presque vide à l'automne 1693. Toutes les données issues des procès-verbaux de Tartarin convergent vers une baisse pouvant atteindre 90 % de la capacité des marchés évalués par Delamare³⁸.

Mais il n'y a pas pour autant blocage des échanges. Tout se passe comme si le marché ne subsistait plus que comme indicateur du prix d'un blé dont on aurait reporté la négociation à l'extérieur de la place. Delamare notait en 1699 que le marché de Brie-Comte-Robert voyait passer 6 muids seulement quand il en arrivait en ville plus de 30. Les laboureurs n'avaient pas intérêt à désertier complètement les marchés, à la fois pour ne pas attirer l'attention des autorités et pour prendre part au processus d'information qui aboutissait à l'établissement d'un prix de référence. Comme les règlements interdisaient de retirer les blés apportés au marché, ce qui impliquait de liquider les blés apportés en excédent à un prix inférieur au prix courant, ils se contentaient d'amener quelques setiers, tout en négociant en secret la vente de quantités plus importantes. On assistait par le biais des ventes sur échantillon à une certaine dématérialisation des échanges. On topait au cabaret après présentation d'une montre tirée de la poche ou du mouchoir

37. La correspondance reçue de Marchais ou Boutaudon donne d'autres indications sur le débit du marché de Brie en octobre-novembre 1698 (BnF, ms. fr. 21643, ff. 400-420).

38. DELAMARE, N., 1710, livre V, titre XIV, chapitre IX. Ce chapitre doit beaucoup à l'expérience personnelle de Delamare et aux informations qu'il a collectées lors de ses chevauchées de 1694 et 1698-1699.

du laboureur, selon l'expression consacrée. Certains établissements étaient plus particulièrement réputés comme bourse d'échange. La spéculation outrancière arrivait après, quand les laboureurs eux-mêmes, sous prétexte d'achats de grains pour leurs semailles, se présentaient au marché comme acheteurs et entretenaient le mouvement de la hausse³⁹. C'est à ce stade qu'étaient violés les derniers interdits de la réglementation, la revente sur place ou la vente sans déplacement de marchandise.

7. Le pain et les boulangers

Face aux impératifs d'ordre public qui exigent que Paris soit abondamment fourni à un prix raisonnable, le seul marché sur lequel la police garde prise est celui du pain. Ce sont alors les boulangers qui font les frais de l'ajustement, jusqu'à un certain point.

L'enjeu est d'importance : sur les quasi 100 000 muids qui peuvent être nécessaires à la consommation parisienne, à peine la moitié peut être fournie en farine ou en blé par les ports et la Halle. Le reste arrive directement sous forme de pain. La partie se joue moins à la porte des boutiques, bien que plusieurs aient été attaquées et pillées en 1693, que dans les grands marchés des Halles, du Cimetière Saint-Jean, de Saint-Paul, des Augustins et de la turbulente place Maubert, qui connaît sa première émeute en novembre 1692. Ils sont alimentés par les boulangers de gros pain, établis du faubourg Saint-Antoine à la banlieue la plus lointaine, qui achètent leur grain sur les marchés de Gonesse, Montlhéry ou Brie-Comte-Robert. Cuit en banlieue, le pain arrive tous les matins par la route ou par la rivière.

La formation du prix obéit à un mécanisme analogue à celui des autres marchés. Avant midi, on marchandait avec le public pour arriver à un prix d'équilibre ; passé midi, les boulangers n'ont pas le droit de dépasser ce niveau, et sont obligés de liquider leur étal avant la fermeture, quitte à consentir des rabais. La pression policière est particulièrement sensible : la marque du poids du pain est contrôlée par les commissaires, qui en profitent pour « parler aux boulangers », c'est-à-dire les convaincre de ne

39. A.N., Z¹ 590 : information de l'échevin Bazin contre les fermiers et laboureurs qui achètent des blés sous prétexte de semailles (7-28 août 1694) ; BnF, ms. fr. 21643, ff. 174-199 et 233, 29 juillet 1694 : notes de Delamare. Il subsiste une ambiguïté autour des achats pour semailles, considérés par les autorités comme spéculatifs alors que le développement de cette pratique à la fin du xvii^e siècle participa aussi d'une amélioration de l'agriculture. Le 7 septembre 1700, le Parlement se résigna à admettre et à réglementer les achats de blé pour semailles. Cf. E. MIREAUX, 1958, chapitre 7.

pas dépasser un certain prix. Indépendamment des différentes qualités de pain blanc et de leurs déclinaisons jusqu'au bis en passant par le bis-blanc, chaque commissaire a une marge d'appréciation qui le laisse juge, sur son marché, du point d'équilibre à observer entre les nécessités économiques et l'attente du public. Il peut suffire d'un incident, un retard du chaland de Corbeil pour pousser le prix du pain à la hausse place Maubert, tandis qu'ailleurs une offre trop abondante oblige à brader les derniers pains dans l'après-midi⁴⁰.

Quand la taxation est trop lourde, on voit les boulangers s'esquiver en apportant de moins en moins de pain. Les marchés de la capitale se trouvent ainsi contraints de fermer deux heures plus tôt qu'à l'ordinaire le 15 juillet 1693, et même trois heures quelques jours après. Par punition les boulangers sont convoqués en nombre à l'audience de police. Le pain revient, et c'est alors le peuple qui se l'arrache des mains par crainte d'en manquer, au point que La Reynie s'étonne qu'il n'y ait pas plus d'incidents. Là encore on atteint le point de rupture au-delà duquel la police ne peut plus ignorer les impératifs de la conjoncture. À partir du 25 juillet, jour où le prix du blé bascule à la Halle, le pain blanc est admis à passer les 3 sols la livre. À la suite du blé les prix vont doubler en quelques mois, laissant les autorités à la traîne des événements⁴¹.

Seule la distribution de pain bon marché organisée par le roi a pu servir de dérivatif à partir du 20 octobre 1693, au moment où les prix du pain atteignent un pic. Inspirée du précédent de 1662, cette opération menée par Du Pille avait pour objectif de distribuer chaque jour aux plus pauvres, en quelques endroits stratégiques, 100 000 livres de pain à deux sous⁴². Suite aux abus et désordres que ces rassemblements favorisaient, le dispositif fut recadré : dès le 31 octobre, les curés furent chargés de distribuer le pain à leurs pauvres, et à partir du 14 novembre, sous forme d'aide financière. D'après les comptes de l'opération, les pauvres de Paris reçurent en tout

40. Les commissaires contrôlent également les boulangers tenant boutique. L'opération du 23 octobre 1693 provoqua tant d'attroupements au faubourg Saint-Antoine que les visites durent être suspendues jusqu'au 13 avril 1694, où La Reynie les fit reprendre le plus discrètement possible. Cf. La Reynie à Harlay, 23 octobre 1693 (BnF, ms. fr. 17426) et l'ordre du 13 avril 1694 dans les papiers du commissaire Lefrançois (A.N., Y 14502).

41. De façon symbolique, l'arrêt du parlement du 13 novembre 1693 enjoignant aux créanciers de payer 7 sous au lieu de 4, jusqu'au 1^{er} août 1694, pour la nourriture de leurs débiteurs emprisonnés, suit de près le pic du prix du pain (BnF, ms. fr. 21642 f. 243). Compte tenu des frais accessoires (paille, blanchissage) évalués à 3 sous, la part du pain passait de 1 à 4 sous par jour (G⁷ 428).

42. LACHIVER, M., 1991, p. 131-132.

2 419 002 livres de pain au tarif proposé⁴³. La qualité n'était probablement pas au rendez-vous, mais peut-être supérieure à celle qu'on trouvait encore au même prix sur les marchés traditionnels, si mauvais que la police devait en interdire la vente⁴⁴.

Figure 4. Prix comparé du pain blanc et du meilleur blé à Paris (juillet 1693-juillet 1694)

Source. La mercuriale de Paris (A.N., KK 1001, d'après l'édition de J. MEUVRET, 1960).

Le prix du pain accompagne celui du blé avec exagération, à la hausse comme à la baisse. Mais on est loin d'une concordance absolue entre la

43. A.N., G⁷ 1633. L'opération était subventionnée par le Trésor royal à hauteur de 600 000 livres.

44. Le 5 septembre 1693, craignant l'émeute, le commissaire Labbé arrête une boulangère au marché du Cimetière Saint-Jean, pour avoir vendu à une jeune fille un pain de six livres à raison de 2 sols la livre, « tout gluant comme de son délayé, et d'une si mauvaise qualité qu'il était bien au-dessous de celui qu'on donne aux dogues et aux chiens » (A.N., Y 12540). Le 26 septembre suivant, le commissaire Marrier est interpellé à la Tonnellerie par une femme qui a acheté par nécessité un pain de douze livres pour 23 sols, qu'elle a donné à ses enfants qui ont « vomi jusqu'au sang ». Marrier trouve au pain un goût « niellé et très suspect », et en saisit huit autres auprès de la boulangère fautive (A.N., Y 14879).

phase ascendante et la phase descendante de la crise, et l'ajustement des deux prix n'a rien d'automatique.

Comme le prix du pain fait l'objet d'une contrainte policière beaucoup plus forte, on peut y voir la mesure des réussites et des échecs de l'administration. Justement, la règle suivie par la police étant celle de la proportion du prix du pain et du blé, c'est cette proportion qui est prise en défaut. Il y a divergence entre les deux pics de la crise. Alors que les deux courbes évoluent en cadence, le pain est relativement plus cher en octobre 1693 qu'il ne sera en mai 1694. Dans le premier cas, le prix du pain subit une hausse aiguë quand le blé construit un sommet arrondi ; à l'inverse, dans la deuxième phase de la crise, le pain a déjà entamé son reflux alors que le blé connaît son véritable pic. Vers la Toussaint 1693, le pain pouvait valoir 6 sous quand le blé cotait 40 livres. Six mois plus tard, le blé culminait à plus de 50 livres mais on pouvait trouver du pain à 5,5 livres. D'un bout à l'autre du graphique, de juillet 1693 à juillet 1694, le contraste est encore plus net entre le couple 2,5-20 livres en début de crise et un couple 2,5-30 livres en fin de crise.

En dépit de l'encadrement des prix, la composante spéculative qui témoigne des anticipations collectives n'est pas totalement effacée. D'une certaine manière, le public parisien a surjoué la première phase de la crise qui s'est installée par vagues de panique successives, pendant lesquelles La Reynie a craint plusieurs fois de voir la police complètement débordée. Après la pause de l'hiver 1693-1694, il semble au contraire que l'espoir d'une saison meilleure ait contenu les humeurs des marchés de gros pain. Si le pain culmina à 7 sous au cours du marché du 28 avril 1694 sous l'emprise d'une véritable panique à l'achat, après avoir ouvert à 6,5, il s'effondra à 5,5 en fin d'après-midi. Le peuple se rendit compte « qu'il s'était empressé mal à propos », selon les termes de La Reynie qui décrit souvent des foules mues par leur rationalité propre.

La règle de la proportion du pain au blé a été appliquée avec souplesse, dans la mesure où les boulangers ont des coûts différents en fonction de leurs lieux d'approvisionnement et de leur distance à la capitale. Cette considération exclut aux yeux de Delamare l'idée même d'un prix administré. Il voulut néanmoins disposer d'un barème tel que celui proposé dans son traité⁴⁵. Après une gestion plus ou moins empirique de la disette de 1692-1694, et de sa répétition en mode mineur en 1698-1699, la police éprouvait le besoin d'un point de repère suffisamment objectif pour pouvoir

45. DELAMARE, N., 1710, livre V, titre XIV, ch. XVIII.

taxer le prix du pain et argumenter contre les boulangers. Établi en 1700, en suivant une grille des prix qui est encore celle de 1692-1694, il n'a qu'une valeur indicative.

Figure 5. Prix du pain blanc à Paris (juillet 1693-juillet 1694)
comparé au barème de 1700

Source. La mercuriale de Paris (A.N., KK 1001, d'après l'édition de J. MEUVRET, 1960).

Par construction, la courbe théorique suit de très près celle du blé, à la réserve des effets de seuil liés au tarif. Le pain suit le blé selon un pas de progression d'environ un liard par 2 livres. Le plafond des 40 livres pour le blé, qui correspond à un doublement du seuil de cherté, est la dernière limite envisagée à la hausse du pain, taxé à 5 sous. Mais en cas d'excès du blé, cela n'a pas de portée pratique. La rigidité de ce barème apparaît encore dans les moments où le pain tend à descendre au-dessous de ce prix administré, en phase d'accalmie et sans contrainte visible de la part des commissaires.

La police n'a pas poussé les boulangers à la ruine en dépit des craintes de Nicolay, protecteur des forains de Goussainville, qui calculait qu'avec un setier valant 40 livres à Gonesse, le boulanger devait vendre son pain à Paris au prix de 5 sous 2 deniers la livre pour payer tous ses frais et obtenir

une somme de profits et de salaires égale à 3 livres par setier⁴⁶. Ceux qui ont les finances les plus solides sont encore les mieux placés pour surmonter les effets de la volatilité des prix, en l'absence d'arbitrage sur les stocks⁴⁷. Les boulangers ne maîtrisent pas suffisamment leurs coûts, pris au milieu d'une chaîne de crédit où ils accumulent les créances sur leurs clients et les dettes vis-à-vis de leurs fournisseurs. Quand Delamare les accuse de malignité, il succombe à une rhétorique qui laisse d'Argenson perplexe. « Ce que je ne comprends pas, c'est de cinq ou six cents boulangers qui fournissent les marchés publics, il n'y en a pas plus de vingt ou trente qui soient à leur aise », note ce dernier en apostille⁴⁸.

8. Juste ciel

Après la pénurie d'avril 1694, la courbe dessine un pic qui marque l'apogée de la crise, à la veille d'une récolte libératrice. Cet épisode paroxystique est à rapprocher d'autres aberrations des comportements individuels et collectifs. On pense d'abord à la communauté catholique qui se ressoude dans l'application de remèdes surnaturels. Depuis la fin de l'hiver, les pluies avaient été insignifiantes. Cette bénédiction attendue après deux années trop humides fit subitement place à la crainte d'un nouveau châtiement du ciel : la sécheresse.

Les dynamiques météorologiques ont plus d'un point commun avec celles qu'on peut observer sur les marchés, et leur influence sur les prix agricoles est évidente, quoique difficile à saisir. Faute d'effets difficilement mesurables avant la moisson, leur évolution découle des anticipations spéculatives. L'humeur des marchés varie avec le temps. La pluviosité n'est qu'un des paramètres à prendre en considération, mais il a un rôle particulièrement important dans la disette de 1692-1694. En additionnant le nombre de jours de pluies sur un mois glissant, on a la possibilité de saisir cette influence⁴⁹. Comme le montre le graphique, si le printemps et l'été bien maussades de 1693 soutiennent la dynamique des prix, la crainte de la sécheresse apparaît plus évidemment encore dans le dernier pic de juin 1694.

46. Nicolay à Harlay, 17 avril 1694 (BnF, ms. fr. 17428, f. 46).

47. Comme le montre le procès-verbal du commissaire Duchesne qui a inspecté quinze boulangers tenant boutique au quartier de Saint-Nicolas-des-Champs, les boulangers ont à peine une semaine de stocks en moyenne, qu'il s'agisse de farine en magasin ou de blé au moulin (A.N., Y 13040 A).

48. BnF, ms. fr. 21645, ff. 43-48. D'Argenson venait de succéder à La Reynie comme lieutenant général de police, et il s'agit cette fois de la disette de 1698-1699.

49. LE GRAND, J.-P. & LE GOFF, M., 1992. LACHIVER, M., 1991.

Figure 6. Prix du froment et conditions météorologiques à Paris
(juillet 1692-octobre 1694)

Source. La mercuriale de Paris (A.N. KK1001, d'après l'édition de J. MEUVRET, 1960).

Pour les données météorologiques : LE GRAND, J.-P. & LE GOFF, M., (1992).

Quand le blé revint pour de bon à la Halle le 1^{er} mai 1694, ce fut au prix record de 45 livres, au-dessus duquel il demeura jusqu'au 5 juin, après un sommet à 52 livres, le 19 mai. Le froment de moindre qualité était à peine moins cher, et il n'y avait parfois ni seigle ni orge. Le désarroi et le dévoiement des esprits étaient tels qu'il fallut appliquer des remèdes surnaturels. La montée en puissance de la procession de Sainte-Geneviève, dont les préparatifs commencent dès le 7 mai à l'Hôtel de Ville, accompagne à peu près exactement la montée au calvaire de la mercuriale. Trois jours d'exercices de piété commandés dans les paroisses du 24 au 26 mai se terminèrent enfin en une procession générale le 27 mai. En récompense la pluie tomba sans interruption ou presque jusqu'au 5 juin. Le retour du beau temps ce jour-là apparut comme une autre grâce du ciel.

Les prix baissèrent après la pluie, mais pas assez vite au gré du peuple qui attendait un soulagement plus rapide. Les détenteurs de blé avaient encore l'espoir d'écouler leurs stocks à des prix relativement élevés le temps

de la soudure. Le 5 juin encore, « au hasard de n'avoir pas l'approbation des politiques qui ont du blé à vendre », La Reynie réussit à forcer les boulangers à baisser le pain d'un liard par livre, avant d'imposer de nouvelles diminutions. Mais le prix du blé demeura élevé jusqu'au début de la moisson, au grand dam des marchands qui différaient leurs achats dans la crainte de ne plus pouvoir rentrer dans leurs frais. « La dernière enchère a surpris tout le monde », écrivait le plus gros d'entre eux, Jean Roger, qui pronostiquait un effondrement des cours et résistait à la pression du président Harlay lui enjoignant d'acheter à tout prix.

C'est ainsi que Jean Roger incarna à lui seul le « complot des marchands » dont on ne devait jamais produire de preuve tangible. Le recensement des blés disponibles, ordonné à l'échelle du royaume à l'automne 1693, avait déjà permis à l'échevin Tartarin de mener une série d'informations. Pour ne pas être en reste, La Reynie avait dépêché ses commissaires par équipe de deux tout autour de Paris pour surveiller la moisson de 1694. Si détaillées qu'aient été leurs enquêtes, elles ne donnèrent aucun résultat exploitable. Aucun amas de blé n'avait été découvert, quelle qu'en fût la rumeur, permettant de remonter aux accapareurs et monopoleurs dont l'action seule, dans l'esprit des autorités, pouvait expliquer la disette. En trois semaines, la commission Tartarin ne vit jamais plus de 50 ou 60 muids dans les greniers les mieux pourvus, sur un total de 1 100 muids répartis entre une foule de 200 laboureurs, boulangers, officiers et bourgeois des villes. Quel aurait été l'embarras de La Reynie s'il avait dû faire informer contre toutes les élites rurales de l'Ancien Régime !

Dans ces conditions, seul l'instinct grégaire des foules entraînées dans une tendance spéculative pouvait donner l'illusion d'un monopole ou d'une action concertée. Mais c'était suffisant pour rechercher une victime expiatoire, un bouc émissaire de la crise. Ce fut donc Jean Roger, qui, circonstance aggravante, était un « nouveau converti » comme beaucoup de laboureurs de cette Brie qui avait été un des principaux foyers de la Réforme. Il incombait d'ailleurs à La Reynie de traquer les religionnaires suite à l'édit de révocation de 1685, et la guerre contre Guillaume d'Orange cristallisait les ressentiments⁵⁰. Au même moment, les évêques publiaient des monitoires enjoignant leurs ouailles à dénoncer, sous peine d'excommunication, les agissements délictueux dont ils pouvaient avoir eu connaissance. Le krach

50. Charles Quidor, gros marchand de blé de Nogent, était surnommé le prince d'Orange, comme on le voit d'après les enquêtes de Delamare et Tartarin (BnF, ms. fr. 21643 f. 172, A.N., H 1924¹).

du prix du blé s'achevait sur fond de rationalisation administrative du sentiment religieux, exacerbé lors de la procession de Sainte-Geneviève.

9. Spéculations

Jean Roger fut arrêté le 6 juillet 1694. Faute de preuves, on fit traîner son procès jusqu'en 1696, où il finit à la confusion du président Harlay⁵¹. Cet échec qui rejoint le peu de substance des enquêtes de Delamare ou Tartarin, pose le problème de l'extrême diffusion des comportements spéculatifs, et du concept même de spéculation⁵². Le mot est connu des historiens. L'un des premiers à s'en être emparé, A. Vuitry, le limitait à l'agiotage permis par l'abus des billets de trésorerie⁵³. Il faut attendre G. Martin pour le voir appliqué à notre sujet : en bon professeur d'économie il parle déjà de *corner* sur les blés. Occupé à traquer les monopoleurs, il se borna toutefois à conclure que « les munitionnaires aux armées furent les principaux sinon les seuls spéculateurs »⁵⁴.

Dans le sens plus large que nous suivons ici, les spéculateurs ne sont pas forcément de gros monopoleurs ou des délinquants, bien qu'il existe des délits susceptibles d'être poursuivis dès la place du marché (achat et vente sans déplacement de marchandise, vente sur montre, surenchère ou refus de marchander). Ce sont par principe tous les intervenants du marché : laboureurs et receveurs qui ont des excédents à vendre, marchands de blé qui servent d'intermédiaires avec le public, et, jusqu'à un certain point le public lui-même, quand il règle ses achats par calcul ou par crainte de manquer. Spéculateurs, ils le sont tous au sens d'un point de vue technique, *wertfrei* : des acteurs économiques agissant selon des anticipations les portant à aller au-delà de leurs besoins immédiats.

51. Sur Jean Roger cf. J. MEUVRET, 1956.

52. Spéculation relevait du vocabulaire de la philosophie selon la définition du dictionnaire de l'Académie publié en 1694. Boisguilbert parle encore de la « spéculation du labourage » en introduction à son traité. Le glissement de sens est cependant quasiment acquis au début du XVIII^e siècle, comme on le voit dans l'œuvre de Cantillon. Mais il faut attendre la cinquième édition du dictionnaire (1798) pour que la signification économique du terme apparaisse.

53. VUITRY, A., 1885. La pièce de Dancourt, *Les agioteurs*, a fait également date (1710).

54. MARTIN, G., 1909. Durkheim participa à la discussion qui suivit la présentation de ce travail. À la suite de Levasseur qui parla en historien, il déclara : « Le plus souvent des variations de l'opinion sont un important facteur des grands phénomènes économiques. [J'en ai] rencontré l'expression dans la communication de M. Germain Martin avec un grand intérêt ».

Comme tels, ils sont insaisissables, à la différence des munitionnaires particulièrement sollicités par la guerre de la Ligue d'Augsbourg, qui tiennent à la fois du financier et du marchand de blé. Leurs entreprises pèsent sur l'approvisionnement de Paris, par l'arrêt du commerce de l'Oise, dont les ressources sont détournées vers les théâtres d'opérations du nord. Cependant leur rôle dans les secours apportés à la capitale ne peut être négligé. C'est l'un d'entre eux, Du Pille, qui concourt à la confection du « pain du roi » vendu à prix réduit pour secourir les pauvres de Paris à partir d'octobre 1693. L'année suivante voit les exploits de Jean Bart pour amener le blé négocié à l'étranger par Samuel Bernard. C'est seulement sous Louis xv que ce type d'initiatives mal encadrées donneront naissance à la légende du pacte de famine, si désastreuse pour l'image du roi nourricier⁵⁵. En imitant le marchand de blé dont il avait fait le bouc émissaire des crises, le prince s'exposait à son tour.

Dans l'immédiat le procès fait à Jean Roger joue le même rôle que celui des Chambres de justice spécialement conçues pour taxer les profiteurs institutionnels des crises financières, même s'il laisse un goût autrement amer. Il masque l'impasse tant réglementaire que mentale où la police des blés s'est trouvée piégée.

Il était admis qu'en garantissant le bon déroulement des échanges l'abondance reviendrait, et le juste prix avec elle ; il suffisait de rappeler l'interdiction des stocks pour désarmer les accapareurs. Or il en allait autrement quand la spéculation n'était que le catalyseur de la hausse des prix, rendue inévitable par une suite de récoltes médiocres ou déficitaires, alors qu'il n'y avait aucune réserve de secours.

Dans la philosophie de La Reynie, la police doit assurer le fonctionnement des marchés pour que les marchands, fermiers et laboureurs procurent l'abondance qui amènera les prix à leur juste niveau. Il suffit en somme que chacun tienne sa place pour que le prix reste à la sienne. Il oppose la liberté qui est celle d'un marché organisé à la licence qui résulte du non respect des ordonnances. La malignité des hommes lui semble plus à craindre que l'indigence des récoltes dont il minimise l'impact. On arrive à « des extrémités fâcheuses, plus par défaut d'ordre que par une véritable disette »⁵⁶.

55. KAPLAN, S., 1982. Sur les achats de Du Pille, A.N., G⁷ 1632. Notice biographique par D. DESSERT, 1984, p. 581.

56. A.N., G⁷ 428.

La Reynie analyse les règlements conformément à leur inspiration aristotélicienne, celle d'une justice distributive correspondant à une société d'états⁵⁷. Dans cette optique, il faut que chacun soit rétribué selon son rang, et à cette hiérarchie de consommateurs correspond une hiérarchie de marchandises⁵⁸. Tout bouleversement de l'échelle des prix équivaut à une subversion de l'échelle des valeurs que la police doit prévenir. En termes réglementaires, les boulangers et marchands de blé se voient confier une mission de service public, un privilège qui les oblige en retour à fournir les marchés à un prix qui respecte une juste proportion entre leur situation et celle de leurs clients. Dans cette logique, le principal tort de Jean Roger est d'avoir été élevé par le jeu des événements à une situation bien au-delà de sa condition, et d'avoir voulu faire passer les intérêts de son négoce avant ceux de la société tout entière. Malheur à lui pour avoir imprudemment mortifié le premier président Harlay, père du peuple : *Hinc irae !*⁵⁹.

C'est encore dans une logique de proportion aristotélicienne que les ordonnances ont assigné une limite spéciale à la banlieue de Paris, « qui rend la subsistance des habitants commode, tient en même temps les grains à un juste prix, parce que la quantité des grains qui est tirée et amenée de cette étendue des huit lieues fait un juste contrepoids et une balance qui empêche le concert et le monopole des marchands et des boulangers »⁶⁰. On sait que ces dispositions visaient à assurer la concurrence entre les laboureurs qui étaient obligés de porter eux-mêmes leur blé aux Halles, et que c'est au-delà seulement que le commerce était libre. Jusqu'à un certain point, la pratique des livraisons de blé en droiture de la campagne, comme avaient la permission de le faire les riches bourgeois qui y possédaient des domaines, marquait le privilège de ne pas être client des marchands. Le fait que cette pratique tombe en désuétude au xvii^e siècle témoigne d'un changement en profondeur, l'avènement d'un âge où la concurrence d'acheteurs de vendeurs de statut indifférencié laisse pleinement s'exprimer le jeu de l'offre et de la demande.

57. À la suite du MAUSS, P. JORION (*Le prix*, www.pauljorion.com) propose une relecture stimulante d'Aristote.

58. La consommation, même aux niveaux les moins élevés, fait preuve d'une extrême différenciation, cf. J.-Y. GRENIER, 1996, p. 76.

59. Factum pour Jean Roger, BnF, Thoisie 371, f. 236 v. Convoqué le 18 ou le 19 juin 1694 avec d'autres marchands, sommé d'acheter du blé au risque de perdre 40 ou 50 000 livres, Roger regimba et Harlay lui répondit « qu'il ne devait pas raisonner où ses supérieurs ordonnaient ».

60. A.N., G⁷ 428.

Dans l'immédiat, c'est la déclaration royale du 31 août 1699, portant règlement pour le commerce des grains, qui tenta de clore le chapitre des disettes. Elle reprenait les principales dispositions de l'ordonnance de 1577, qui avait durablement ancré la peur des stocks et désarmé les pouvoirs publics face aux excédents comme aux pénuries. Devant une coopération sociale défailante, la monarchie administrative restait dans une logique de police, sans franchir le cap d'une régulation économique. Crainte du monopole, préférence donnée aux marchés ainsi qu'au consommateur urbain au détriment du producteur rural : cette praxis de l'Ancien Régime annonce moins l'économie politique classique que la philosophie hédoniste du besoin qui est celle de l'économie néo-classique⁶¹. Celle, justement, qui s'accommode le mieux d'une certaine volatilité des marchés.

Sources

Archives nationales

G⁷ 428 : Contrôle général, correspondance avec la généralité de Paris, 1693-1695.

G⁷ 1633 : Contrôle général, commerce des blés : comptes des blés achetés par le roi pour les pauvres, 1694.

H 1924¹ : Bureau de la ville : procès-verbaux des commissions Tartarin, 1693.

KK 1001 : Mercuriale de Paris, 1690-1695.

Y 10719-17623, *passim* : Commissaires du châtelet, 1693-1694.

Z^{1H} 590 : Bureau de la ville : procédures criminelles, 1693-1694.

Bibliothèque nationale

Français 17425-17426 et 17428 : Correspondance du premier président Achille III de Harlay.

Français 21642-21645 : Fonds Delamare : matériaux ayant servi à la composition du Traité de la police, procédures criminelles, correspondance avec le lieutenant général de police La Reynie. Thoisy 371 : Factum pour Jean Roger

61. Sur cet enjeu philosophique majeur, cf. P. FABRA, 1974.

Bibliographie

- ABAD, Reynald, « Les luttes entre juridictions pour le contrôle de la police de l'approvisionnement à Paris sous le règne de Louis XIV », *Mélanges de l'École française de Rome (Italie, Méditerranée)*, 112, 2000, p. 655-667.
- ABEL, Wilhelm, *Les crises agraires en Europe*, Paris, Flammarion, 1973.
- AFANASSIEV, Georges, *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*, Paris, Picard, 1894.
- BAULANT, Micheline & MEUVRET Jean, *Prix des céréales extraits de la mercuriale de Paris (1520-1698)*, Paris, SEVPEN, 1960.
- BOISGUILBERT, Pierre Le Pesant DE, « Traité de la nature, culture commerce et intérêt des grains tant par rapport au public qu'à toutes les conditions d'un État », [1704], *Boisguilbert ou la naissance de l'économie politique*, Paris, INED, 1966.
- BOLLINGER, John, *Les bandes de Bollinger*, Paris, Valor, 2003.
- DELAMARE, Nicolas, *Traité de la police*, tome 2, Paris, 1710.
- DESSERT, Daniel, *Argent, pouvoir et société au grand siècle*, Paris, Fayard, 1984.
- FABRA, Paul, *L'anticapitalisme ou la critique de l'économie politique*, Paris, Arthaud, 1974.
- FEBVRE, Lucien, « Examen de conscience d'une histoire et d'un historien » (1934), *Vivre l'histoire*, Paris, Robert Laffont, 2009.
- GREENSPAN, Alan, *Le temps des turbulences*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2007.
- GRENIER, Jean-Yves, *Séries économiques françaises (XV^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1985.
- , *L'économie d'Ancien Régime*, Paris, Albin Michel, 1996.
- JORION, Paul, *La crise*, Paris, Flammarion, 2008.
- , *Le prix*, www.pauljorion.com.
- JOUHAUD, Claude, « Écrire l'événement : la famine de 1661-1662 », *Histoire Littérature Témoignage*, Paris, Gallimard, 2009, p. 243-293.
- KAPLAN, Steven, « Le complot de famine : histoire d'une rumeur au XVIII^e siècle », *Cahiers des Annales*, 39, 1982.
- , *Les ventres de Paris*, Paris, Fayard, 1988.
- , *Le meilleur pain du monde*, Paris, Fayard, 1996.
- LACHIVER, Marcel, *Les années de misère*, Paris, Fayard, 1991.
- LE GRAND, Jean-Pierre & LE GOFF, Maxime, *Les observations météorologiques de Louis Morin*, Paris, Direction de la météorologie nationale, 1992.
- MANDELBROT, Benoît, *Une approche fractale des marchés*, Paris, Odile Jacob, 2005.
- MARTIN, Germain, « Les famines de 1693 et 1709 et la spéculation sur les blés », *Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques*, section des sciences économiques et sociales, Congrès des sociétés savantes de 1908 tenu à Paris, Paris, Imprimerie nationale, 1909, p. 150-172.

- MEUVRET, Jean, « Le Commerce des grains et des farines à paris et les marchands parisiens à l'époque de Louis XIV », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, III, 1956, p. 169-203.
- , *Le problème des subsistances à l'époque de Louis XIV*, Paris, EHESS, 1977.
- MIREAUX, Émile, *Une province au temps du grand roi, la Brie*, Paris, Hachette, 1958.
- MARGAIRAZ, Dominique & MINARD, Philippe (dir.), *Le marché dans son histoire*, *Revue de Synthèse*, 127, Paris, Rue d'Ulm, 2006.
- TALEB, Nassim Nicolas, *Le cygne noir*, Paris, Les Belles Lettres, 2008.
- USHER, Abbott Payson, *The History of the Grain Trade in France (1400-1710)*, Cambridge, Harvard University Press, 1913.
- VUITRY, Adolphe, *Le désordre des finances et les excès de la spéculation à la fin du règne de Louis XIV et au commencement du règne de Louis XV*, Paris, Calmann-Lévy, 1885.